

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT

GRANULATS VICAT

110, route des peupliers
Lieu-dit Guillères blanches
73200 Gilly-sur-Isère

Références : P4S-25-99
Code AIOT : 0006101563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté 110, route des peupliers Lieu-dit Guillères blanches, 73200 Gilly-sur-Isère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À l'occasion des travaux portant sur la présence potentielle d'amiante environnemental dans des carrières alluvionnaires en cours d'exploitation sur le territoire national, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a réalisé des pré-expertises sur 23 sites. L'objectif de ces pré-expertises dans des zones pré-identifiées, selon la configuration du bassin versant, était d'acquérir de la connaissance sur leur potentiel amiantifère et de tester un protocole d'identification de la présence d'amiante dans les carrières alluvionnaires.

Les constats effectués par le BRGM permettent de classer cette carrière alluvionnaire parmi celles où la présence de roches contenant des fibres d'amiante environnemental a été confirmée sur la

base d'analyses réalisées en laboratoires accrédités sur les échantillons prélevés, ou en raison de faciès géologiques susceptibles de contenir de l'amiante environnemental identifié à dire d'expert.

En raison des impératifs de santé qu'engendre la découverte de cette présence d'amiante, Mme la préfète, par courrier en date du 2 septembre 2024, a rappelé à l'exploitant qu'il lui incombe de réaliser des mesures de protection, à destination des travailleurs, des consommateurs, de la population et de l'environnement. Les mesures de protection de la population et de l'environnement sont détaillées à l'annexe 1.3 jointe au courrier.

Afin de déterminer si des fibres d'amiante environnemental dans le gisement de cette carrière peuvent potentiellement être émises dans l'air et pourraient ainsi présenter un risque sanitaire pour la population environnante susceptible de les inhaler, l'exploitant a réalisé des prélèvements dans l'air, conformément à une stratégie d'échantillonnage établie préalablement par un laboratoire accrédité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- 110, route des peupliers Lieu-dit Guillères blanches 73200 Gilly-sur-Isère
- Code AIOT : 0006101563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette carrière alluvionnaire en eau de sables et graviers a été initialement autorisée par arrêté préfectoral du 26/01/1987.

Par arrêté préfectoral du 02/07/2004, la société SAS GRANULATS RHÔNE-ALPES (GRA) a été autorisée à renouveler et à étendre l'activité de la carrière pour une durée de 20 ans et une production annuelle maximum de 490 000 tonnes (régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature ICPE).

Par arrêté préfectoral du 08/11/2012, portant changement d'exploitant et modification des conditions d'exploitation, la société GRANULATS VICAT SAS a été autorisée à se substituer à l'entreprise GRA pour l'exploitation de cette carrière.

L'activité extractive est désormais terminée (AP carrière échu le 04/07/2024). Mais l'activité de la plateforme de traitement est maintenue, alimentée par les autres carrières du groupe de la zone géographique: Sablières de Sainte-Hélène, Laissaud Les Glières, et Montagnole (5%).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie d'échantillonnage	Lettre préfectorale du 02/09/2024	Sans objet
2	Cycle initial de campagnes de mesures	Lettre préfectorale du 02/09/2024	Sans objet
3	Surveillance à long terme	Lettre préfectorale du 02/09/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre les actions demandées dans le but de confirmer ou non la présence de fibres d'amiante dans l'air environnant, au titre de la protection des populations et de l'environnement.

Un organisme accrédité pour les mesures environnementales dans l'air extérieur a réalisé un cycle initial de campagnes de prélèvements dans l'air à proximité des installations émissives et en limite d'exploitation, afin de rechercher la présence de fibres d'amiante sur la base d'une stratégie d'échantillonnage conforme et dans des conditions d'analyses conformes.

Lors de ce cycle initial de campagne de prélèvement, ont été détectées, lors de l'analyse réalisée sur l'un des quatre prélèvements de la 2ème campagne du 17/01/2025 sur le point situé à proximité des installations, 1.6f/L de chrysotile.

Lors de cette même campagne et lors des deux autres campagnes de mesures, aucune fibre d'amiante n'a été comptée dans les autres prélèvements effectués sur ce site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque sanitaire - Poussières - Amiante

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 02/09/2024
Thème(s) : Autre, Stratégie d'échantillonnage
Prescription contrôlée : Annexe 1.3 du courrier du 2 septembre 2024 : « mesures applicables en matière de protection de l'environnement et de la population » Mesure 1: stratégie d'échantillonnage et cycle initial de campagne de mesures dans l'air « Je vous demande de réaliser par un organisme accrédité pour les mesures environnementales dans l'air extérieur, en application de l'article R. 4412-103 du code du travail, un cycle initial de campagnes de prélèvements dans l'air en limite d'exploitation, afin de rechercher la présence de fibres d'amiante. L'accréditation qu'il détiendra devra couvrir la réalisation de prélèvements à poste fixe dans l'air ambiant (accréditation « HP ENV »). La liste des laboratoires accrédités est disponible sur le site internet du Cofrac : Cofrac - Comité français d'accréditation . Une stratégie d'échantillonnage est au préalable établie par le laboratoire accrédité. Elle prend en compte les éléments de caractérisation du gisement disponibles, afin de déterminer, en fonction de la situation locale de l'exploitation (météorologie, topographie, végétation alentour, voisinage, etc.), les points de prélèvements les plus représentatifs. La stratégie d'échantillonnage prévoit : <ul style="list-style-type: none">• Au moins un point de prélèvement en amont de la carrière par rapport aux vents dominants, afin d'avoir un point de référence indépendamment de la présence de la carrière ;• Un point de prélèvement à proximité immédiate du concasseur ou d'un élément de traitement des matériaux le plus émetteur de poussières, afin de connaître le niveau potentiel de fibres d'amiante le plus important sur le site ;• Au moins deux points de prélèvement en aval de la carrière en limite de voisinage. »

Constats :

La stratégie d'échantillonnage élaborée par le laboratoire ITGA - Rennes et référencée « NCP_2024_0048 Contrôle de la concentration en fibres d'amiante en suspension dans l'air » du 04/12/2024 a été présentée lors du contrôle.
Cet organisme est accrédité Essais COFRAC (n° d'accréditation 1-5967).

La stratégie d'échantillonnage a été élaborée conformément aux documents suivants :
Norme NF-EN-ISO-16000-7 : stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air.

Le plan d'échantillonnage prévoit 4 points de mesures : un point amont, deux points aval par rapport aux vents dominants, ainsi qu'un point à proximité du concasseur (à l'extérieur de la zone bardée).

La durée de prélèvement est de 4 heures pour les points amont et aval, et d'une heure à proximité du concasseur (mesure en zone de travail).

Un plan de localisation des points de prélèvements figure dans la stratégie d'échantillonnage.

La stratégie d'échantillonnage est conforme aux prescriptions de l'instruction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

SO

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risque sanitaire - Poussières - Amiante

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 02/09/2024

Thème(s) : Autre, Cycle initial de campagnes de mesures dans l'air

Prescription contrôlée :

Annexe 1.3 du courrier du 2 septembre 2024 concernant la présence d'amiante environnementale dans les gisements alluvionnaires

Mesure 1: Stratégie d'échantillonnage et cycle initial de campagnes de mesures dans l'air

« Je vous demande de réaliser par un organisme accrédité pour les mesures environnementales dans l'air extérieur, en application de l'article R. 4412-103 du code du travail, un cycle initial de campagnes de prélèvements dans l'air en limite d'exploitation, afin de rechercher la présence de fibres d'amiante. L'accréditation qu'il détiendra devra couvrir la réalisation de prélèvements à poste fixe dans l'air ambiant (accréditation « HP ENV »). La liste des laboratoires accrédités est disponible sur le site internet du Cofrac : [Cofrac - Comité français d'accréditation](https://www.cofrac.fr/).

(...)

Le cycle initial est composé d'une campagne de mesures par mois pendant trois mois. La première campagne de prélèvements devra être réalisée dans un délai de deux mois. À l'issue du cycle initial de campagnes, un compte-rendu reprenant l'ensemble des résultats, accompagné de commentaires sur la nature des fibres identifiées, est produit.

Je vous demande de transmettre ce compte-rendu à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après la date des derniers prélèvements. »

Constats :

La première campagne de prélèvements a été réalisée le 10 décembre 2024 soit trois mois après réception du courrier prescriptif.

Les sites concernés par cette instruction ministérielle situés en région Auvergne Rhône-Alpes, ont fait le choix de faire appel, de manière coordonnée et avec l'appui de l'UNICEM, à un même laboratoire afin de pouvoir disposer de résultats comparables. Aussi la campagne de mesures n'a pu être lancée qu'en décembre sur la majorité des sites régionaux.

Les dates et référence des rapports (accréditation COFRAC n° 1-1761) des mesures effectuées, sur la base de la stratégie d'échantillonnage n° NCP_2024_0048_1 et présentées lors de l'inspection, sont rappelés ci-après :

1^{re} campagne :

Date de prélèvement	Référence du rapport	Date du rapport	Résultats
10/12/24 (au pied de la ligne de production)	IT112412-5924	12/12/24	0 fibre comptée
10/12/24 (amont carrière)	IT112412-6386	12/12/24	0 fibre comptée
10/12/24 (aval carrière, coin SO)	IT112412-6385	12/12/24	0 fibre comptée
10/12/2024 (aval carrière, coin SE)	IT112412-6387	12/12/24	0 fibre comptée

2^e campagne :

Date de prélèvement	Référence du rapport	Date du rapport	Résultats
17/01/25 (au pied de la ligne de production)	IT112501-7569	22/01/25	1,6 fibre comptée (chrysotile)
17/01/25 (amont carrière)	IT112501-7568	22/01/25	0 fibre comptée
17/01/25 (avant carrière, coin SO)	IT112501-7567	22/01/25	0 fibre comptée
17/01/25 (aval carrière, coin SE)	IT112501-7566	22/01/25	0 fibre comptée

3^e campagne :

Date de prélèvement	Référence du rapport	Date du rapport	Résultats
07/02/25 (au pied de la ligne de production)	IT112502-4685	11/02/25	0 fibre comptée
07/02/25 (aval carrière, coin SO)	IT112502-4682	11/02/25	0 fibre comptée
07/02/25 (amont carrière)	IT112502-4684	11/02/25	0 fibre comptée
07/02/25 (aval carrière, SE)	IT112502-4683	11/02/25	0 fibre comptée

Considérant que :

- l'emplacement et le nombre des prélèvements dans l'air analysés afin de rechercher la présence de fibres d'amiante correspondent à la stratégie d'échantillonnage établie ;
 - les campagnes de mesures ont été effectuées pendant une période d'activité normale de la carrière ;
 - l'ensemble des prélèvements d'une même campagne de mesures ont été réalisés au même moment ;
 - les conditions, notamment météorologiques, dans lesquelles ont été effectuées les mesures figurent dans les rapports finaux ;
 - tous les prélèvements d'une campagne de mesures ont été analysés par le laboratoire ;
 - les rapports d'analyse portent le logo COFRAC avec le numéro d'accréditation et aucune mention « hors accréditation » ne figure dans la présentation des résultats ;
- l'inspection constate que les mesures de cycle initial ont été réalisées conformément aux conditions prescrites par l'instruction et aux normes en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à la détection de 1,6 f/l de type chrysotile lors de l'analyse des prélèvements réalisés le 17/01/25 au pied de la ligne de production, sur le point de prélèvement à proximité du concasseur, l'exploitant a informé les services de l'inspection des installations classées de ce résultat et transmis de premiers éléments par mail en date du 05/02/2025. Une nouvelle campagne de mesure dans l'air a été réalisée le 07/02/2025; les résultats de cette analyse sont négatifs.

L'exploitant transmettra aux services de l'inspection des installations classées, les résultats des investigations menées suite à la détection de 1,6 f/l lors de la 2^e campagne de mesure, présentant les hypothèses sur l'origine de cette émission.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Risque sanitaire - Poussières - Amiante

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 02/09/2024
Thème(s) : Autre, Surveillance à long terme
Prescription contrôlée : À l'issue du cycle initial, vous engagerez un suivi basé sur des campagnes de mesures trimestrielles jusqu'à la définition, par mes services, des modalités de surveillance à long terme. Pour chaque campagne de mesure, un rapport sera établi par le laboratoire. Vous le transmettez à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois après la date des prélèvements.
Constats : Comme rappelé dans le courrier du 2 septembre 2024, l'annexe 1.3 de l'instruction du 22 juillet 2024 précise à la « Mesure 2 » qu'à l'issue du cycle initial, un suivi basé sur des campagnes de mesures trimestrielles sera engagé jusqu'à la définition, par l'inspection des installations classées, des modalités de surveillance à long terme. Ainsi, l'exploitant doit réaliser une campagne tous les trois mois, après la réalisation des derniers prélèvements du cycle initial. Cette surveillance perdure sans discontinuité jusqu'à la définition, par l'inspection des installations classées des modalités de surveillance à long terme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans tous les cas, considérant que la présence de roches contenant de l'amiante a été confirmée pour les carrières de catégorie 1, une surveillance doit être assurée sur les sites qui demeurent en activité. Les campagnes devront être réalisées dans les mêmes conditions que celles mises en œuvre lors du cycle initial. En cas d'évolution de l'activité du site, la stratégie d'échantillonnage révisée, permettant de garantir la représentativité des mesures, devra être transmise au service de l'inspection des installations classées avant le lancement de la campagne de mesures. Les rapports de mesures et résultats des analyses devront être transmis à l'inspection des installations classées, dans les deux ouvrés jours après réception du rapport par l'exploitant en cas de présence de fibre et dans un délai d'un mois après la date des prélèvements si aucune fibre n'a été décomptée. Le décompte d'une ou plusieurs fibres d'amiante lors des mesures dans l'air devra également être signalé à l'inspection du travail et à l'ARS. En fonction de l'état des connaissances et des résultats de la surveillance, et au plus tard à la fin de la période écoulée de 3 ans, les modalités de surveillance à long terme pourront être revues. Compte tenu des résultats de mesures réalisées lors du cycle initial sur ce site, l'exploitant a la possibilité de porter à la connaissance de Mme la préfète, une demande d'adaptation de la fréquence des mesures de surveillance à long terme. Compte tenu des résultats de mesures réalisées lors du cycle initial sur ce site, l'exploitant poursuit la campagne de prélèvement sur une fréquence trimestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite